M. Fulton: Voilà le ministre qui a dit: "Qu'est-ce que des pommes? Surtout de l'eau, de toute façon!" La question ne l'intéresse pas, cela va de soi. Rien n'importe, selon lui, que ce dont il s'occupe. Et, comme il ne s'occupe pas de pommes, les pommes n'ont aucune importance.

M. Dickey: Il s'occupe des pommes bien mieux que ne le fait le député.

M. Fulton: Et son adjoint parlementaire lui sert de la bouillie pour les chats ou, comme on dit en anglais, de la "compote de pommes".

Un certain nombre de denrées ont bénéficié de la loi sur le soutien des prix agricoles. En citant le chiffre de \$3,600,000, je n'ai pas voulu dire qu'il représentait une aide négligeable, mais je signale que, compte tenu de la période en cause, ce n'est pas tellement considérable. Les producteurs de pommes de la Colombie-Britannique sont sensibles à l'aide importante qu'on leur a accordée en 1951, soit \$1,200,000, pour combler la perte qu'ils avaient effectivement subie dans la vente de la récolte de 1950. Cette perte s'établissait à 39c. par boîte. En 1951, on a versé \$1,200,000 au titre de subventions d'appoint (je crois que c'est ainsi qu'on a désigné cette aide) à l'égard d'une perte moyenne de 39c. par boîte.

En 1955, la perte moyenne s'établissait à 48c. par boîte, soit 9c. de plus qu'en 1950. Ces faits sont connus de tous les députés qui viennent de régions de la Colombie-Britannique où l'on produit des pommes.

Le très hon. M. Howe: Quelle a été la perte sur la récolte de 1956?

M. Fulton: Les chiffres n'ont pas été publiés mais on espère que la récolte se vendra à bénéfice.

Le très hon. M. Howe: Je crois qu'elle se vendra à bénéfice.

M. Fulton: Les chiffres n'ont pas encore été publiés mais ils le seront probablement avant les derniers chiffres sur la récolte de blé de 1956. Étant donné que nous ne sommes pas encore rendus au milieu de février et que la récolte n'est pas tout écoulée, je ne pense pas que même le ministre s'attende que l'industrie connaisse ces chiffres. Les chiffres de la récolte de 1955 sont connus. La perte moyenne a été de 48c. la boîte.

J'appelle l'attention de la Chambre sur cette question, ainsi que celle du ministre de l'Agriculture, qui est à son siège, avec la demande que, si on présente une revendication à l'Office de soutien des prix agricoles,—je crois comprendre qu'on le fera,—le Gouvernement lui fasse bon accueil et lui donne suite afin que les producteurs ne restent pas

avec cette perte sur leur récolte de 1955. Je n'ai pas l'intention de proposer ce qui serait peut-être un montant raisonnable de compensation pour la perte que les producteurs ont subie, parce qu'à mon avis il conviendrait mieux que l'industrie propose elle-même ce montant. Je signale seulement que, lorsque la perte a été de 39c. la boîte, la subvention a été de \$1,200,000. Au nom de l'industrie fructicole, je demanderais qu'une subvention proportionnelle soit accordée pour la récolte de 1955.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je suis bien content que l'honorable député de Kamloops ait soulevé cette question et nous ait tiré de la fumeuse atmosphère des questions très techniques du Règlement pour nous entraîner sur les pentes ensoleillées de la Colombie-Britannique. Je sais que l'honorable député a beaucoup de sympathie pour les fructiculteurs parce qu'il a passé toute sa vie dans une des plus belles régions fructicoles de la Colombie-Britannique. Je peux faire remarquer que j'ai connu son père quand il était ministre des Terres de la Colombie-Britannique. C'est un homme qui a beaucoup aidé les premiers colons à s'établir dans la région de Kootenay et d'Okanagan, il y a 45 ou 50 ans, pour défricher les terres et planter des vergers.

Je connais un peu moi-même l'industrie fructicole. Je suis d'une famille qui cultive des fruits en Colombie-Britannique depuis 40 ans et j'ai connu tous les aspects de la culture des fruits, depuis le défrichage des forêts denses, qui nous a coûté \$500 l'acre en 1906, jusqu'à notre époque. Je sais quel placement considérable l'industrie fructicole de la Colombie-Britannique doit faire pour chaque acre de terre. Je sais tout le temps que le producteur doit attendre avant de réaliser un revenu sur son placement, soit de 10 à 15 ans au moins. Je sais ce qu'il en a coûté pour produire des fruits depuis des années.

Je vois que le ministre de l'Agriculture m'écoute et je m'en réjouis, parce que nous venons de passer quatre jours sur la question du blé et qu'il n'est que juste, je pense, de consacrer 14 minutes à la question des fruits. J'espère qu'il prêtera une oreille sympathique aux demandes des députés qui décriront la situation actuelle des producteurs de fruits de la Colombie-Britannique.

Le très hon. M. Gardiner: J'ai été absent pendant ces quatre jours.

M. Herridge: Je sais tout le travail qu'exige la culture des fruits. C'est une entreprise très fatigante, qui demande beaucoup de soin et, de nos jours, beaucoup d'argent. Je sais ce que coûtent les engrais, les opérations

[Le très hon. M. Howe.]